

Communistes

Lien d'échanges et de communication

Sur le vif



Nicole Borvo
membre du Comité
national exécutif

Le grand événement politique de la rentrée, elle l'a été, la Fête 2005 : « Université de rentrée » à 600 000 personnes pendant trois jours, meeting de 60 000 personnes dimanche, incomparable diversité et qualité culturelles, incroyable rassemblement de la jeunesse.

Les communistes se sont mis en quatre pour que vive le journal de Jaurès et pour que leur rendez-vous de septembre soit celui du peuple de gauche, trois mois après sa victoire contre l'Europe ultralibérale. C'est réussi et c'est un camouflet pour ceux qui tentent par tous les moyens d'en-

terrer le NON du 29 mai.

Les principaux « leaders du NON » ont répondu à l'invitation de Marie-George Buffet pour dire comme nous qu'il fallait continuer. Personne ne peut dire que la tâche est facile. Elle est ardue parce que la politique du gouvernement Villepin-Sarkozy est dure; le bilan des 100 jours, c'est toujours plus de violences envers les salarié-e-s, de discriminations envers les pauvres, de cadeaux pour les riches, c'est la casse systématique du service public et des garanties sociales. Y résister massivement est urgent; construire une alternative crédible est urgent. Avec la même énergie que nous avons déployée pour faire gagner le NON, nous devons contribuer à ce que la gauche se rassemble sur un programme de rupture avec les politiques libérales

**“résister et construire
une alternative crédible
est urgent”**

à l'œuvre depuis 20 ans. C'est notre objectif; on ne peut y arriver que si le peuple est partie prenante de A à Z.

Les salarié-e-s, à l'appel de leurs syndicats, sont en lutte le 4 octobre, nous y serons!

Le 22 octobre, nous invitons à un grand meeting à Paris toutes celles et tous ceux qui veulent faire barrage à la politique Villepin-Sarkozy. En même temps, nous devons tenir les forums dans des quartiers, des villes, les départements pour confronter les propositions des uns et des autres et faire émerger les mesures économiques, sociales, fiscales, institutionnelles... sur lesquelles la gauche devra s'engager. Le 26 novembre sera le premier rendez-vous de cette indispensable confrontation populaire.

A ce prix, il sera possible de donner espoir que les choses changent. La Fête 2005 nous y encourage. ■

Servez-vous

**Tract-pétition tiré à
1,5 million d'exemplaires
disponible prochainement dans
les fédérations**



Le Conseil national met à disposition chaque semaine une aide à la communication de proximité, composée d'un dossier et de plusieurs projets de tracts, maquetés au format bureautique. Ils sont disponibles et téléchargeables sur Internet (www.pcf.fr rubrique « tracts »).

Un très grand cru!



Plus de 600 000 personnes le week-end dernier à La Courneuve.
Trois jours de fête, de luttes, de rencontres et d'humanité

Un nouveau défi pour le peuple de gauche

Après la victoire du 29 mai, Marie-George Buffet a invité le peuple de gauche à relever un nouveau défi: celui de construire une union populaire capable de battre la droite et de changer la vie. « Vous en avez assez qu'on vous dise qu'il faut vous résigner, accepter le moindre mal! Ce que vous voulez, c'est vivre autrement. Moi, ce que je vous propose, ce n'est pas une énième alternance ou une opposition sans débouchés. C'est autre chose, c'est une dynamique, une union populaire, une majorité politique pour engager des transformations profondes. Ce que je vous propose, c'est une gauche qui est durable parce qu'elle est portée par un projet politique, parce qu'elle est le résultat d'un élan populaire qui fait face à la droite et aux multinationales, jusqu'aux affaires du pays. Une gauche qui vous donne le pouvoir! »

Chapeau les cocos!

Le débat, partout

Dans toute la Fête, les militants communistes ont été à l'initiative de centaines de débats permettant une formidable confrontation entre les citoyens et les forces politiques, syndicales et associatives.

Du sang neuf pour le PCF

1926 adhésions réalisées dans les stands et les allées de la fête. C'est 429 de plus qu'en 2004. Parmi elles une très forte proportion de jeunes.

Pétition nationale

Durant les trois jours, plus de 50 000 pétitions exigeant le respect du suffrage universel ont été recueillies, portant le total de signatures à 200 000. Prochaine étape le 22 octobre lors du rassemblement national contre la droite et pour une autre politique





Conseil national du 8 septembre

RAPPORT DE RICHARD SHEEHAN

Le 2 septembre, *l'Humanité* titrait: « Villepin oublie les urgences sociales et soigne les riches », résumant d'une manière claire les presque 100 jours du Premier ministre qui accélère la politique libérale mise en œuvre par les gouvernements précédents.

Il n'est pas inutile de se rappeler que l'élection de Chirac en 2002 fut acquise dans des conditions particulières et que le mandat délivré par le peuple stipule le respect des valeurs républicaines et la mise en œuvre d'une cohésion sociale. Mais dès son discours le 14 juillet suivant, le Président de la République prônait la nécessaire adaptation de la France à la mondialisation.

Le cap étant fixé, l'objectif est clair: il faut défaire tous les acquis, toutes les avancées issues du Conseil national de la Résistance et des luttes menées depuis. Il s'agit pour la droite de démanteler nos systèmes de retraite, de protection sociale, casser du code du travail, de restreindre l'accès à la santé, à un haut niveau d'éducation, à la culture, à un habitat de qualité. En somme, il faut changer cette société française bâtie sur les valeurs de solidarité, du « vivre ensemble » qui riment avec l'ouverture sur le monde dans une volonté de paix, de sécurité de vie, du respect des cultures, des libertés et des droits.

Droite: une étape nouvelle

Dans un contexte planétaire ultralibéral, la droite française franchit une étape nouvelle. Elle cherche des réponses à la fois politiques, idéologiques et sociales, dans un but d'intégrer totalement salariés et populations à leur pensée, à leur démarche. Sarkozy recycle les voix de l'extrême droite, Villepin courtise les couches moyennes et Bayrou cherche clairement à rassembler au centre. S'ils peuvent paraître divisés sur la manière d'y parvenir, ils sont unis sur l'objectif. Il n'y a qu'un projet: servir les forces du capital soutenu par le grand patronat et son syndicat le Medef.

L'échec des politiques de baisses de cotisations patronales (23 milliards d'euros pour 2005) qui ne servent qu'à augmenter les profits disponibles pour la Bourse est évident. Cette politique permet également la désresponsabilisation sociale des entreprises. La croissance est au plus bas, les investissements sont très faibles, la Bourse et les profits explosent. La France est au 2^e rang des exportations de capitaux, les investissements directs à l'étranger cumulés atteignent les 317 milliards de dollars pour la période de 1995 à 2004. Il est absolument nécessaire de stopper ce gâchis et développer un nouveau type de croissance fondé sur les besoins humains, l'épanouissement des hommes et leur émancipation.

Le contrat nouvelle embauche (CNE) doit être retiré immédiatement. Ce contrat ne fera qu'aggraver les conditions déjà précaires au-delà même des concernés. Le CNE participe à démanteler le Code du travail, les garanties collectives et le niveau des salaires. Parmi les forces sociales, seul le Medef applaudit, car pour Laurence Parisot « il faut libérer le travail ». Elle préfère effectivement l'incitation plutôt que les contraintes. « Pour défendre l'emploi et les entreprises » il ne faut pas de contraintes pour les employeurs, explique la nouvelle présidente du syndicat patronal. Mais franchement, qui défend l'emploi, l'industrie et les entreprises dans notre pays? Certainement pas les patrons qui ferment et délocalisent à tour de bras, toujours à la recherche du taux de profit le plus élevé. Certainement pas le discours sur le patriotisme économique et l'installation des pôles de compétitivité de haute valeur ajoutée indifférent aux réponses à apporter aux besoins des populations et des salariés. Non, c'est celles et ceux qui luttent, les forces qui les soutiennent qui aident à résister, qui cherchent d'autres finalités du travail. Nous sommes de ces forces.

Défaite à trois reprises en l'espace de 14 mois, la droite sert des contraintes d'un système politique et économique mondialisé pour justifier sa politique. D'autres gouverne-

ments ont utilisé les mêmes arguments en leur temps, ils ont été sévèrement sanctionnés.

C'est justement ce système qui écrase les peuples qui est en cause et que les Français ont rejeté clairement et massivement le 29 mai dernier.

Ce gouvernement est illégitime. Oui, Messieurs Chirac, Villepin, Sarkozy sont illégitimes! Le refus d'accepter le choix du peuple, le passage en force par ordonnances cet été montrent à la fois leur profonde allégeance de classe, leur grand mépris pour le peuple et la démocratie. Et montrent aussi certaines de leurs faiblesses. Permettez-moi d'en citer deux parmi d'autres:

La lutte des ouvriers polonais sur les chantiers navals de Saint-Nazaire cet été fut exemplaire et solidaire. Elle a permis une mobilisation large des salariés, elle a développé des solidarités transfrontalières - le contraire de la directive Bolkenstein. Cette lutte portait en elle le sens même de notre vote NON à la constitution libérale et elle a obligé une intervention, certes tardive mais réelle, du gouvernement français auprès du donneur d'ordre, en l'occurrence Alstom, pour le versement des salaires. C'est une première! Autre élément de réflexion: le fait que lors de la campagne référendaire, personne à droite, à part peut-être Madelin, n'a pu assumer la défense du libéralisme. On a vu les difficultés et les contradictions des partisans du oui à gauche, mais la droite qui joue un rôle d'avant-garde libérale ne l'a pas mieux assumée. Pire encore, Monsieur Chirac nous a expliqué que le traité était le meilleur rempart face à la déferlante libérale!

Le libéralisme est minoritaire dans le pays et sa mise en œuvre politique par la droite est très contestée. Pour autant, le gouvernement cherche à accélérer le mouvement. L'annonce d'une légère baisse du chômage en juillet ne peut masquer les radiations massives de juin, ni la perte de l'emploi industriel qui est loin d'être compensée par la création d'emplois de plus en plus faible dans les services. La précarité grandissante qui touche en premier les femmes et les jeunes tend à devenir la norme. On nous propose la précarité ou l'exclusion.

Ce gouvernement a amplifié les attaques contre tous les services publics engagés par l'équipe Raffarin.

La privatisation des trois sociétés d'autoroutes relève bien du dogme de casse des services publics pour aller vers une société où les plus riches concentrent richesses et pouvoir, au détriment d'une société de droits des citoyens.

Nous continuons de poser la question de la réversibilité de la loi du 13 août 2004 dite de décentralisation. Elle n'a fait qu'accroître les disparités entre les habitants et démanteler la cohérence de l'aménagement du territoire. Après l'inaction planifiée pour le prix de l'essence, le pouvoir annonce la suppression, dès décembre 2005, de trains sur trois lignes Corail sous prétexte de déficit. Si l'intervention populaire et des luttes font reculer ce projet, en transférant aux régions un service public national le gouvernement cherche à casser l'unicité nationale.

À travers toutes ces actions, la droite, au-delà de la remise en cause des acquis des salariés et usagers, construit et met en place son projet de société d'individualisation. Les services publics, porteurs d'une société de droits, sont, comme je le disais, un obstacle majeur pour ce gouvernement.

Les résistances s'organisent

Les résistances s'organisent. Guéret a des suites. La création notamment d'une fédération nationale des collectifs de défense et de développement des services publics qui tiendra sa première assemblée plénière à Angoulême. Marie-Claire Culié est invitée officiellement. Cette fédération organise des initiatives de mobilisations vers le 23 novembre, à l'occasion du Congrès des maires de Fran-



ce. À noter également une grande journée d'action syndicale à La Poste le 20 septembre, d'autres sont en cours d'élaboration, notamment chez les cheminots.

Un important colloque national sur le développement durable se tiendra, à notre initiative, les 23 et 24 octobre. Un atelier consacré à la question énergétique y est programmé. C'est une grande question politique, un enjeu énorme de ce siècle qui débute. Elle est la proie des grands groupes. La plupart des ressources sont déjà entre leurs mains. Or, ce bien ne doit pas être marchandisé, il doit rester la propriété du peuple. EDF qui joue un rôle de première importance en France, en Europe et dans le monde, ne doit pas être privatisée. Nous allons tout faire pour soutenir une politique énergétique progressiste avec Electricité de France dans la sphère publique.

L'Association nationale des élus communistes et républicains lance un appel national en direction des élus de gauche, des forces progressistes, des citoyens, pour que se constituent sur tout le territoire des comités de défense d'EDF. Elle doit rester dans le domaine public, permettant de développer une politique progressiste, écologique des ressources énergétiques, de leur mise en réseau, de leur condition d'accès et de leurs coûts.

Nous venons de vivre une période estivale marquée par de trop nombreux drames qui ont coûté la vie à des milliers d'êtres, sur tous les continents.

À Paris, les incendies qui ont tué 50 personnes et parmi elles beaucoup d'enfants nous ont remplis d'horreur et de colère. Marie-George Buffet a exprimé au nom de tous les communistes notre profonde tristesse et nos condoléances aux familles touchées par ce drame.

Il n'y a pas fatalité. En juin 2003, Bernard Birsinger, dans un article intitulé « Pour un service public du logement » paru dans *l'Huma*, écrivait que « la politique du gouvernement qui visait à totalement libéraliser le secteur du logement allait aggraver la crise et en faire une crise majeure, explosive ».

Il est nécessaire avant tout de résorber le déficit de logements sociaux qui se creuse depuis près de 30 ans, et qui galope depuis 3 ans. Même les constructions actuelles sont de toute façon inaccessibles à deux tiers des ménages.

L'amortissement fiscal de Robien a fait flamber les loyers. La spéculation immobilière est valorisée avec les mesures fiscales qui accompagnent les ventes à la découpe.

Le projet de loi « Habitat pour tous » fixe comme objectif prioritaire la vente des HLM, la privatisation des offices publics, la fin du livret A qui finance le logement social.

Le manque de logements, la cherté des loyers, le nombre grandissant des personnes sans toit, hébergées ou dans des situations précaires ou dégradées; les discriminations sociales et raciales dans les attributions; l'apartheid urbain pratiqué par les villes qui refusent les 20 % de loi SRU; les couches moyennes chassées des centres villes; des opéra-

tions démolition-reconstruction menées sans concertation avec, pour la plupart des cas, diminution du nombre de logements sociaux au final; ce sont des millions de gens qui sont concernés par cette question d'habitat et d'accès à une ville de qualité pour tous.

Notre proposition d'un service public de l'habitat apparaît dans ces conditions comme une proposition d'urgence novatrice, changeant radicalement de logique. À la marchandisation, nous opposons l'idée de droit fondamental et de service public.

Notre campagne vise à faire soutenir la proposition de loi des parlementaires communistes, à engager le débat partout à partir des besoins. Comme nous l'avons fait depuis deux ans, de continuer à co-élaborer avec les gens le contenu de ce service public, d'engager les luttes, des résistances contre la politique gouvernementale de casse du logement social. Je ne détaille pas les propositions de ce service public, elles sont résumées dans le 4 pages tiré à 1,5 million d'exemplaire qui arrivera dans les fédérations après la Fête de l'Humanité. La force de notre proposition c'est d'agir sur tous les domaines en même temps.

L'urgence avec l'invention d'une sécurité sociale du logement et l'interdiction des expulsions; la construction massive de logements sociaux dans toutes les villes; la création d'un outil financier et foncier permettant de faire de l'habitat et de la ville; la démocratie participative au cœur de son fonctionnement, enfin la mise en place de droit opposable.

Les 2^{es} États généraux pour la construction de ce service public se tiendront à Bobigny à l'initiative du Parti le 5 novembre.

Ils permettront de préciser les principales propositions alternatives pour une nouvelle politique de l'habitat et de la ville dans notre pays.

Autre exemple que je veux évoquer très brièvement, ce sont les dégâts et la situation créée aux lendemains du cyclone Katrina, au sud des États-Unis. Notre première pensée est de tristesse et de solidarité, pour les gens pris au piège, notamment à La Nouvelle-Orléans. C'est encore les pauvres, les familles modestes, les laissés-pour-compte, qui sont restés sur place, car ils n'avaient pas les moyens de partir. Les choix politiques opérés dans ce pays se montrent d'une inefficacité totale. L'absence de l'État dans la prévention, voire même d'alerte, dans cette catastrophe est flagrante. L'absence totale de services publics, de santé, d'équipement des réseaux de communication et d'énergie, ce manque d'unicité fait que des centaines de milliers de personnes sont restées piégées des jours durant. Des milliers y ont laissé la vie. Au-delà du fait que le climat est affecté par des choix politiques, la situation au lendemain du passage du cyclone en découle directement. Jusqu'où cette politique peut amener nos sociétés?

C'est cette même politique qui est en cause dans les multiples catastrophes aériennes, il est pour le moins choquant que la seule réponse portée semble être l'établissement de listes noires des compagnies. Ne faut-il pas plutôt remettre en cause la déréglementation aérienne et reposer la question de la maîtrise par la collectivité et par les salariés?

Décidément, quand on est omnubilé par la baisse des dépenses publiques, quand on opère le choix du tout marchand, la collectivité ne répond plus aux besoins des populations, elle nie ses droits.

Mais si devant les journaux télévisés de 20 heures ou en feuilletant la presse peu de sujets peuvent donner confiance en l'avenir, le retrait israélien de Gaza constitue un fait positif.

Mais Gaza ne doit pas être transformée en prison géante. Le mur doit tomber, la feuille de route et les résolutions de l'ONU respectées. Une nouvelle dynamique de paix et de développement est possible, nous voulons y contribuer. Il doit être un commencement et non une fin, comme titre l'excellent article de Jacques Fath dans *Communistes* du 24 août.

Tout en faisant référence au mur de la honte au Proche-Orient, notre campagne nationale contre les discriminations concerne « tous les actes, toutes les politiques, toutes les pratiques qui font naître les violences et la guerre, les dominations et les humiliations, les injustices et le mépris, les discriminations, la séparation et la haine ». « Faisons tomber les murs » reste d'une actualité brûlante, elle connaîtra des temps forts de débats et de rencontres sur la Fête.

Passé sous silence radio, télévisuelle et médiatique, contrairement aux JMJ à Cologne, un événement mondial s'est pourtant tenu au Venezuela où 17000 jeunes progressistes, syndicalistes, communistes et altermondialistes de 175 pays de tous les continents ont porté solidarité et intérêt aux efforts du peuple vénézuélien dans leur lutte d'émancipation.

Un climat de colère et d'exigence

De nombreuses luttes et mobilisations ont également marqué la période estivale et ce dans un climat de colère et

d'exigence. Je pense aux salariés de la Samaritaine, de Nestlé et celles et ceux qui travaillent dans le secteur de la chaussure dans la Drôme et ailleurs, des cheminots contre la privatisation du fret et la belle victoire obtenue par les travailleurs saisonniers marocains en début d'été. Je ne développerai pas sur les initiatives populaires qui ont aussi marqué l'opinion cet été, comme la vente des fruits et légumes, la pétition « halte au racket » concernant le prix du pétrole. Je tiens à saluer des moments forts de solidarité tels que la très belle fête organisée pour les enfants défavorisés par le Secours populaire, de nombreux voyages à la mer à l'initiative des municipalités progressistes ou des organisations du Parti.

Après les rassemblements à Matignon et devant les préfetures en juillet et août avec la pétition nationale pour faire respecter le choix exprimé par le peuple le 29 mai, la permanence de notre démarche est décisive. Nous avons fixé des objectifs, la Fête doit être un temps fort de contacts, d'échanges et de mobilisations avec cette pétition. Un rendez-vous national est fixé au stand du CN dimanche avant le meeting. Suite à la Conférence européenne qui s'est tenue ici même fin juin, le texte d'une pétition européenne portée par de nombreuses forces progressistes devrait être adopté le 23 septembre à Istanbul. Elle sera de nature à faire respecter les choix des peuples et ouvrira des exigences d'une construction européenne solidaire, sous contrôle de ses citoyens.

Bien évidemment la Fête de l'Humanité, sa préparation, le placement de la vignette furent de toutes les initiatives et il nous faut poursuivre avec la vignette jusqu'à dimanche.

Je n'évoque pas ici, devant la direction du Parti, l'importance que revêt la rentrée politique avec la Fête de l'Humanité. C'est LA rentrée politique, sociale et populaire.

L'édition 2005 de la Fête sera le prolongement naturel à l'immense victoire populaire du 29 mai dernier. Il faut une rentrée politique offensive pour le conforter et le porter le plus loin possible, tant sur le niveau politique du contenu de la Fête que sur le rassemblement populaire qui le nourrit. C'est ce souffle propulseur, selon la formule de Bernard Calabuig lors du rendez-vous national de la vignette en juillet, cette dynamique antilibérale, cette irruption citoyenne qui ont changé la donne et qui nous ont changés nous-mêmes, qui vont animer la fête du journal. Journal qui a apporté une contribution déterminante, reconnue et très largement appréciée, tout au long de la campagne référendaire. Toutes les grandes questions de la période, du global au local, vont converger trois jours durant, dans ce carrefour de luttes, de résistances, de solidarités et d'espoirs. Mais avant d'évoquer des rendez-vous incontournables de la Fête, je formule trois interrogations.

Apporter des réponses aux attentes

Le mouvement social et le référendum ont marqué le 1^{er} semestre 2005. Le résultat, la manière dont il a été acquis sont dans toutes les têtes lors de cette rentrée. Actuellement les sondages d'opinion le confirment. L'actualité du logement, du pouvoir d'achat, de l'emploi, revêt une urgence première et demande des réponses de haut niveau. Quelles réponses apporter à ces attentes? Quelle est l'ambition du PCF? Quels sont les principaux objectifs que nous nous fixons?

Patrice Cohen-Séat disait au Conseil national d'octobre 2004: « Peut-on créer les conditions de résister efficacement au rouleau compresseur de la droite, voire de la faire reculer, ou est-ce illusoire? Peut-on se donner l'objectif de travailler à une véritable alternative politique, c'est-à-dire à un rassemblement majoritaire de notre peuple - donc nécessairement au plus large rassemblement possible de la gauche politique, sociale, citoyenne dans son ensemble - autour d'une politique rompant avec le libéralisme, ou est-ce illusoire à court ou même à moyen terme? »

Il considérait que le risque principal était de sous-estimer les attentes et ce qu'elles rendaient possible. L'absence d'alternative politique faisait verrou puisqu'elle interdisait d'espérer, voire de penser qu'une autre politique était possible. À l'inverse, l'émergence d'une telle perspective, et même l'amorce d'une dynamique sociale et politique allant dans ce sens, irait vers une transformation radicale de la situation politique.

Cette question du « possible » était donc déjà en elle-même un enjeu de première importance.

Le souffle du 29 mai, l'engagement militant, le dynamisme des collectifs du NON, l'intervention des salariés, de la jeunesse, des couches populaires dans le champ politique, les forces des attentes, la volonté unitaire placent toute la gauche devant des responsabilités. L'expérience de la campagne référendaire rend possible une union populaire majo-



ritaire, un changement de politique, à une condition: que le peuple garde la main.

Certains à gauche veulent tourner la page du 29 mai - comme ils l'ont fait pour le 21 avril 2002 - d'autres s'appuient quasi exclusivement sur les luttes sociales. Mais il y a des bougés réels dans toutes les forces de gauche et au-delà, dans toutes les forces progressistes.

Au-delà d'une floraison de candidatures potentielles, les universités d'été et la préparation des congrès soulèvent des questions de fond. Quoi de plus normal après le résultat du référendum, du rejet du libéralisme suite à l'intense débat populaire qui a rythmé notre pays pendant près de six mois? C'est le cas des collectifs qui reprennent leur activité en ce moment dans lesquels les militants communistes prennent toute leur place. C'est vrai de la LCR, dont leur participation à la dynamique du NON a relancé le débat récurrent sur leur rapport au pouvoir. C'est vrai pour les Verts qui recherchent un nouvel ancrage électoral à partir de leur idéologie d'origine. C'est également le cas au PS, où les clivages entre courants se sont aiguisés, avec une recherche de théorisation d'un avenir possible de la social-démocratie dans une gestion sociale du libéralisme.

La gauche doit se hisser à la hauteur

Nous avons besoin que la gauche se hisse à la hauteur des enjeux d'aujourd'hui, disait Marie-George à Marseille le 26 août dernier. « La gauche a besoin de retrouver son sens. Les hommes et les femmes qui ont porté le NON de la victoire, n'attendent pas des forces de gauche égocentrées sur leurs problèmes internes, ils n'attendent pas des forces de gauche qu'elles se donnent des bons ou des mauvais points d'une université à l'autre, non! Ils n'attendent pas qu'on leur fasse choisir entre une alternance faible et une opposition pure et dure. Ces deux facettes ont mené la gauche à l'échec. C'est toute la gauche qui doit aujourd'hui être interpellée et débattre pour répondre aux attentes. Ce n'est pas chacun chez soi, ni chacun pour soi. À l'approche des futures élections, toute la gauche doit se dépasser pour servir notre peuple, pour lutter devant les ravages de l'ultralibéralisme et faire en sorte qu'enfin les choses bougent. » C'est donc dès maintenant, dans un rapport dialectique entre mouvements sociaux, résistance, débats et constructions, que nous voulons nous placer.

Notre ambition c'est que les citoyens gardent la main créant ainsi la base du rassemblement majoritaire en rupture avec le libéralisme. C'est à notre portée, c'est à la portée du peuple de gauche.

Hier soir, les secrétaires départementaux ont considéré que jamais auparavant de telles conditions n'étaient rassemblées. Il y a des obstacles, ils sont mêmes nombreux. Notre apport permanent peut aider à les dépasser.

Dès maintenant, nous voulons travailler à cette dynamique de mouvement. De multiples initiatives à la Fête s'apprentent à faire vivre ces ambitions.

Ce soir, l'inauguration de la Fête, par Patrick Le Hyaric, est un moment important, tout comme l'inauguration de nos stands, nos espaces, car ce sont des moments privilégiés avec nos forces militantes et les invités pour créer cette dynamique que nous souhaitons pendant ces 3 jours.

Puis demain, avec celles et ceux qui vont animer les campagnes du renforcement, les abonnements au journal, la campagne de souscription, puis la rencontre avec les militants de l'entreprise et du monde du travail.

Je veux également souligner l'importance du débat sur l'alternative politique à gauche à 11 heures, la rencontre avec les personnalités à 14 heures le samedi, au stand du CN, et bien entendu le meeting du dimanche avec Marie-George Buffet.

Le 22 octobre, grand rassemblement national

Cette rentrée est difficile pour de nombreuses familles, les jeunes, les étudiants, les salariés, les privés d'emploi, les mal-logés, les sans-papiers, il nous faut être beaucoup plus près d'eux, de leurs souffrances, de leurs exigences, de leurs luttes et de leurs espoirs.



Notre secrétaire nationale a proposé à celles et ceux qui le souhaitent, aux forces de gauche d'entendre, de s'engager à répondre aux colères, aux souffrances et aux attentes qu'expriment les femmes et les hommes de ce pays. Nous voulons contribuer à donner force et confiance aux salariés, aux familles populaires dans leur quête de mieux vivre, dans leur engagement de citoyennes et de citoyens. Ainsi, nous proposons de faire du 22 octobre une grande initiative nationale, populaire, où la colère, les souffrances, mais aussi l'expression des besoins de luttes, de résistances et d'espoirs s'exprimeraient et qui se tiendrait à Paris.

Cette initiative sera précédée par des mobilisations sociales importantes en France et en Europe: Une forte journée de mobilisation nationale est organisée le 4 octobre, à l'appel des confédérations syndicales; à Genève, le 15 octobre, contre l'OMC et l'AGCS; puis dans la deuxième quinzaine d'octobre contre la directive Bolkestein et le temps de travail. C'est dans ce nouveau contexte de mobilisations et aux lendemains des référendums dans plusieurs pays que va se dérouler le Forum social européen à Athènes en avril 2006.

Pour combattre la privatisation d'EDF, pour le retrait du contrat de nouvelle embauche, pour être utiles aux luttes et construire l'avenir, il faut travailler notre apport politique, mettre à disposition et participer à des espaces de construction politique.

Nous avons déjà beaucoup de réflexions, de réponses, d'idées, de propositions sur toute une série de questions. Je pense notamment à la santé, à la protection sociale, à l'environnement, aux droits des femmes, aux services publics, à l'immigration, aux libertés, logement, emplois, fiscalité, Europe, institutions, etc. Nous avons publié nos 27 propositions. Nous avons besoin de les faire connaître beaucoup plus largement.

Approfondir notre réflexion

Dans les semaines à venir, le CN va travailler à approfondir notre réflexion sur une série d'enjeux de société que nous voulons verser dans le débat d'idées au service de l'alternative politique. Il pourrait s'agir de:

Mondialisation, emploi/chômage/précarité - Droits et pouvoirs à l'entreprise - Migrations - Laïcité - Sécurité - Éner-

gie - Défense - Services publics étendus et démocratisés - Financement santé/retraites - Réforme de la fiscalité - système monétaire et bancaire - Pouvoir d'achat - Europe - Démocratie Institutions et VI^e République - Recherche - Médias - Commerce équitable et économie solidaire
Ces visées politiques de transformation sociale feront l'objet d'échanges, de discussions, de travail avec de multiples interlocuteurs, syndicalistes, associations, experts, citoyens pendant leur élaboration. Elles pourront également jeter des bases de projets de loi.

Camarades, un des éléments majeurs de la victoire du NON, c'est la réduction du fossé entre les mouvements sociaux et leur expression politique. Il faut donc impérativement faire en sorte que se rencontrent le monde du travail, les citoyens, les mouvements sociaux et sociétaux, les forces de gauche, les militants, les luttes et les idées. Cela passe par une multitude d'initiatives au plus près du terrain et une nouvelle phase des forums, de constructions communes.

Une nouvelle phase de forums

Cela demande un effort important de nos organisations, car il est indispensable de permettre à toutes celles et tous ceux qui souhaitent de jouer un rôle de pouvoir le faire.



Faire converger les centaines de forums locaux vers le 26 novembre

Il s'agit de mettre en place ces espaces de citoyenneté, dès ce mois-ci, dans les villes, les villages, les quartiers populaires, dans et autour des entreprises.

Ces espaces sont des lieux de résistance à la droite, un foisonnement d'idées, de travail, de confrontation, de construction d'une nouvelle politique de gauche.

D'autres forces, d'autres organisations progressistes prendront également des initiatives dans la période qui s'ouvre. Nous y répondrons présents.

De cette multitude d'initiatives, de rencontres, de débats où

citoyennes et citoyens, militantes et militants, forces de gauche et de progrès pourront confronter leurs idées et leurs propositions sur la politique à mener pour rompre avec le libéralisme et répondre aux attentes populaires, il faut qu'émerge une véritable alternative politique.

Il ne s'agit pas de nous rassembler seulement sur quelques mesures symboliques, marquant notre refus des logiques libérales et indiquant le sens général d'autres orientations. Ce serait aujourd'hui très insuffisant au regard des attentes populaires et des exigences de la situation. L'objectif que nous devons nous fixer, c'est de permettre à notre peuple de participer directement à l'élaboration d'un programme politique à mettre en œuvre jusqu'au gouvernement.

Un objectif d'un niveau aussi élevé exige un effort militant exceptionnel, différent mais au moins aussi important que celui que nous avons réussi à produire pendant la campagne référendaire.

Cela implique d'en créer immédiatement les conditions matérielles: dates, lieux, etc.

Cela implique tout autant d'en créer les conditions politiques. Nous devons nous adresser sans tarder à tous les acteurs de la campagne du NON, mais aussi à toutes celles et tous ceux, toutes les forces de gauche et de progrès qui, sans avoir mené cette bataille, entendent participer aujourd'hui à la construction d'une alternative aux politiques libérales qui ravagent notre pays. Et leur proposer cette méthode nouvelle consistant à confronter, devant et avec notre peuple, à égalité de droits, toutes les idées et les propositions sur le type de société que nous voulons construire et sur la politique à mener pour y parvenir.

Et cela implique enfin de faire en sorte que cet immense débat populaire ne se réduise pas à un échange général, mais débouche sur un programme politique structuré, articulant les objectifs et les moyens à mettre en œuvre pour réussir. Et qu'autour de ce programme élaboré par des dizaines de milliers de femmes et d'hommes, se structure un rassemblement politique très large capable de modifier la donne, de résister à la droite et de la battre.

Le temps nous est compté pour engager cet effort et lui permettre d'amorcer une dynamique populaire puissante. C'est pourquoi nous avons proposé qu'un rassemblement national, le 26 novembre, permette à des délégués de toutes les initiatives qui se seront tenues de faire un premier point de l'éla-

laboration de ce programme politique, et examine comment le développer et élargir la dynamique de rassemblement. D'autres que nous, je l'ai dit, prennent ou prendront des initiatives allant dans le même sens. Je vous propose donc de décider que nous mettions cette initiative du 26 novembre à la disposition de la dynamique d'ensemble.

Camarades, c'est une belle Fête qui s'ouvre, nous avons un beau plan de travail en perspective. Avec le peuple, nous avons réalisé quelque chose de grand. Tous ensemble, nous pouvons viser plus loin! ■

LA DISCUSSION

Éric Corbeaux - Nord

Dans la 4^e circonscription on vote ce dimanche. Première élection après le 29 mai! Il s'agit de faire le lien entre l'élection, le bilan antisocial de Villepin et le vote du 29 mai. Les candidates communistes portent la résistance et l'action contre le gouvernement et l'espoir de changement de société. L'élection partielle est aussi un laboratoire de la recomposition politique avec une UDF qui tente de porter la colère et le projet de troisième voie centre droit - centre gauche. Un PS où partisans du OUI (Martine Aubry, Hollande) ou du NON (Dolez, Fabius) mènent campagne. Et une LCR, qui sans présenter de candidat, regrette la non-candidature commune.

Marie-Pierre Vieu - H.-Pyrénées

Au travers de la bataille menée à Tarbes pour la régularisation de la situation d'un jeune Algérien, on

sent la persistance de la dynamique du 29 mai, le bougé dans le sens antilibéral et la responsabilité renouvelée du PCF d'aider au rassemblement et à la convergence de toute la gauche. Des initiatives de formation prévues; des stages d'accueil des nouveaux adhérents auront lieu le 30 septembre et le 1^{er} octobre et un film d'accueil pour les nouveaux adhérents est actuellement tourné.

Catherine Mills - Paris

La bataille pour une réforme de progrès dans un système d'indemnisation du chômage et pour un bon retour à l'emploi est décisive. Le Parti doit aider aux rassemblements, contribuer à l'élaboration de propositions alternatives pour sécuriser l'emploi, la formation, le revenu. L'union populaire doit agir et construire des contenus. Concernant l'Europe, il faut faire monter les luttes communes, les propositions avec toutes les forces

en France dans l'UE. Le peuple belge peut être privé du débat sur la ratification du Traité. Georges Debunne, ancien président de la CES, est à l'initiative d'une pétition qui doit recueillir 15000 signatures pour exiger un débat. En solidarité avec les Belges nous avons lancé un appel européen.

Malika Zédiri - Val-de-Marne

Le résultat du référendum du 29 mai est déjà loin dans la tête des gens. La vie continue à se dégrader. Aujourd'hui, quand le gouvernement parle de logement social, il parle de quoi au juste? De logements sociaux pour les classes intermédiaires. On est en train de chasser les classes populaires, y compris les classes moyennes, de Paris et de la proche couronne. Concernant la grosse bataille de l'indemnisation du chômage, il faut réclamer un taux d'allocation qui permette de combattre le travail précaire.

Louis Mazuy - Nord

Après le référendum, la politique de droite (mesures Villepin contre le droit du travail) continue. Quelle stratégie d'intervention citoyenne pour la mettre en échec et quelle activité idéologique cela nécessite? Si l'intervention citoyenne se limite à exprimer les exigences sociales sans être sur les choix de société nécessaires, cela revient à laisser à la bourgeoisie et au patronat la possibilité de maintenir son hégémonie sur la société. Pour la résistance à la politique de droite et construire un projet de rupture, nous avons besoin d'une caractérisation élaborée et claire du projet de la bourgeoisie française, afin que le peuple repère bien la globalité du choix de classe auquel il est confronté.

Joëlle Greder - Tarn-et-Garonne

Ne nous faisons pas voler la victoire contre le libéralisme du 29 mai. La pétition est un outil pour porter le débat: quelle exigence pour que

l'alternative antilibérale à gauche soit majoritaire dans le pays? C'est l'ambition du PCF. Construire une alternative politique est dans la tête de beaucoup de monde, en témoigne la rencontre des défenses des hôpitaux de proximité, la relance des États généraux de la protection sociale. Soyons constructifs, travaillons à la mise en cohérence et à l'élargissement du rassemblement. Utilisons aussi l'actualité pour débattre du contenu des réformes alternatives. La suppression de l'Aide médicale d'État place le débat sur l'universalité de l'assurance-maladie et de son financement.

Martine Croquette - Hte-Garonne

1995-2005, dix ans de lutte pour le mouvement social sans débouché politique. Une crise des mouvements altermondialistes mérite d'être analysée. Où en sommes-nous depuis la victoire du NON? Il y a de l'exaspération qui se traduit

par des mouvements de colère, comme dans les transports où salariés et usagers ont réservé à Gallois un accueil teinté de révolte. Les gens attendent aussi 2007 pour changer la donne, avec une demande d'unité de la gauche. Il est nécessaire pour le Parti de prendre l'initiative du rassemblement à gauche, les communistes doivent être lisibles. Dernier point, nous devons analyser en profondeur le débat qui traverse la social-démocratie au niveau français et européen.

Yves Dimicoli - Paris

Croissance faible, pressions contre les services publics et les salariés. Le prix du pétrole aggrave, mais n'est pas la cause. Énormes profits: gains de productivité contre l'emploi et exportations de capitaux. Irresponsabilité sociale contre la nation et l'Europe. Capitulation de la droite au service de cette fuite en avant. Démagogie pour diviser et intégrer. Surenchère Villepin/Sarkozy pour une « thérapie de choc » libérale. Silence sur la BCE et promesse de « plein-emploi ». Consensus avec le PS. Refuser cette logique. Nouveau type de relance et de croissance: avec formation, salaires, responsabilisation sociale des entreprises; nouveaux financements, réorientation de la BCE et mise en cause du pacte de stabilité; nouveaux pouvoirs pour les salariés, les citoyens, les élus.

Gisèle Cailloux - Hauts-de-Seine

Le Salon du Bourget montre une industrie aéronautique avec une santé insolente. Pourtant il y a annonce de fermetures de sites. Cela montre que de fortes perspectives industrielles et financières ne sont pas synonymes d'emplois. Ils sont délocalisés en zones dollar et à bas coût social. Les pôles de compétitivité annoncés en juillet vont accentuer les délocalisations, accroître la compétitivité de l'industrie française dans un contexte de concurrence internationale. Termes employés par les patrons pour justifier les délocalisations et externalisations du travail. J'insiste sur la nécessité d'approfondir, d'être solidaires, militants et élus et entre régions, avec les salariés qui se battent contre une délocalisation.

Manuela Gomez - Haute-Savoie

En réaction à l'interpellation d'Yves Dimicoli, je veux informer du travail engagé par un réseau, piloté par Martine Croquette, qui rassemble chercheurs, élus, responsables du Parti sur la question des pôles de compétitivité et de la poursuite de ce travail en impliquant l'ensemble des secteurs du CN et des acteurs concernés, avec une réunion de travail prévue le 23 septembre 2005.

Joël Carliez - Somme

Tout le monde reconnaît la place prise par le PCF dans la victoire du NON. Tirons tous les enseignements de cette expérience pour écrire une nouvelle page politique. C'est vrai dans la riposte contre la droite. C'est vrai dans notre capacité à construire un rassemblement susceptible d'ouvrir une véritable alternative qui ne déçoive plus. Le haut niveau d'idées et la clarté de notre positionnement sont des atouts

pour la dynamique et l'ampleur du rassemblement. Portons cette ambition en nous adressant aux femmes et hommes de progrès, aux forces de gauche, syndicales, associatives. Portons clairement nos idées, nos propositions, notre démarche. Si le peuple garde la main, il peut avec notre apport surmonter les obstacles, rendre possible une union populaire majoritaire.

Roland Jacquet - Trésorier du Conseil national

Il vous est proposé de doubler l'objectif de souscription de fin d'année que nous avons prévu: passer de 400000 à 800000 €! Pourquoi? La dynamique enclenchée par notre politique et nos initiatives se traduit par des besoins accrus, nouveaux. Pour l'essentiel, il ne s'agit pas de dérapage, et si des efforts de réorientation de structure sont encore à poursuivre, comme des principes de rigueur de gestion, c'est plus l'ampleur de notre communication et de nos initiatives qui nécessite des financements nouveaux. Lors du Conseil national de juin, j'avais développé beaucoup plus sur les efforts de réorientation structurelle de nos dépenses et proposer des mesures; de premiers effets de ces dispositions se sont fait sentir et doivent se confirmer au second semestre. Je n'y reviens pas plus pour aujourd'hui, sauf pour souligner que notre gestion reste très tendue. Le décalage entre le paiement des factures de la campagne du référendum (1520000 €) et la perception du financement de l'Etat nous amène à solliciter la solidarité des fédérations (prêts, avances sur cotisations et souscription). Une souscription de 800000 €! Cet objectif est ambitieux. Certes, l'an passé, dans le contexte de crise financière, la souscription exceptionnelle avait rapporté de septembre à décembre 930000 €. Mais cette année, nous sortons de la souscription référendaire - 385000 € - et il est toujours plus difficile de souscrire pour des dynamiques que de répondre à des appels « au secours ». Donc, il convient de ne pas banaliser cette campagne politique de souscription, utile, nécessaire. En faire un objectif de direction, de toutes les directions. Avec le Comité exécutif national et les trésoriers départementaux qui se réunissent le samedi 24 septembre, nous devons travailler les objectifs des fédérations et l'animation politique de cette campagne, comme les initiatives à prendre. Si l'on s'appuie sur la participation de nos souscripteurs réguliers, il s'agit aussi de trouver les formes et les moyens de solliciter celles et ceux avec qui nous avons mené nos campagnes précédentes, comme celles et ceux à qui nous nous adressons pour les ripostes et les rassemblements nécessaires aux constructions d'alternatives et à leurs contenus dans le même mouvement. Il y a là un champ d'innovations politiques à traduire pour notre campagne de souscription.

Brigitte Dareau - Hauts-de-Seine

À partir des enseignements de la construction et de la victoire du NON, le Parti a une grande responsabilité, celle d'intensifier sa démarche stratégique de travail communiste. Une des questions politiques à débattre entre nous, direction nationale, et avec les communistes est le niveau de l'ambition à porter à gauche pour construire un rassemblement majoritaire populaire. La hauteur de l'ambition et des contenus est un élément de la victoire du rassemblement identifiant la visée communiste et permettant la cohérence de nos batailles. L'organisation décentralisée partout de forums participe de cette ambition à gauche. Nos propositions dans toutes les élections partielles doivent identifier cette démarche.

Meriem Derkaoui - Seine-St-Denis

On aurait tort de sous-estimer ce qui s'est exprimé le 29 mai. Le peuple de gauche ne veut plus du modèle libéral. La vie des gens, les dérèglementations qui engendrent la mort (crash d'avions, incendies de logements indignes et gestion de catastrophe aux USA). Le NON ouvre des perspectives de rupture avec les politiques de la droite. Nous devons prendre notre part de responsabilité à mener les batailles des salaires, de l'emploi et du pouvoir d'achat. Faire reculer l'idée de l'impuissance face au capitalisme. Faire signer la pétition pour le respect du verdict populaire et continuer la démarche de rassemblement des collectifs locaux qui ont contribué à la victoire du NON.

Maryse Dellac - Gers

Question des possibles: ceux qui ont voté OUI nous disent « chiche: travaillez à un projet pour 2007 ».

Quelle place prennent-ils? À la fête fédérale le débat a commencé de se construire avec les forces de gauche qui ont appelé au NON et les socialistes du OUI. Un débat à partir des difficultés des gens, du manque de logements sociaux; de la cherté de l'essence pour les agriculteurs, les salariés qui habitent le Gers et qui travaillent à Toulouse. Besoin d'argumenter sur ce qui a été possible le 29 mai peut continuer. Les jeunes sont en attente de projet, un projet ayant du charme et s'opposant à Sarkozy. Comment chacun est acteur pour changer? Tous ces débats donnent la pêche aux communistes.

Vincent Bordas - Seine-St-Denis

Face à la détresse sociale qui domine cette rentrée, les jeunes communistes veulent faire vivre la solidarité et rompre l'isolement dans la jeunesse. C'est ce que les 175 jeunes délégués à Caracas cet été ont travaillé. Débats, conférences, rencontres informelles ont permis de découvrir nombre de situations et de façons d'agir contre l'impérialisme et les dominations. Grâce à la solidarité, des communistes notamment, mais aussi grâce à un travail d'animation politique et financière énorme, nous avons donné relief à une dynamique déjà vivante lors du mouvement lycéen comme lors de la campagne contre le référendum. C'est une réussite qui confirme les potentialités de mobilisation dans et autour de la JC.

Brigitte Dareau - Hauts-de-Seine

À partir des enseignements de la construction et de la victoire du NON, le Parti a une grande responsabilité, celle d'intensifier sa démarche stratégique de travail communiste. Une des questions politiques à débattre entre nous, direction nationale, et avec les communistes est le niveau de l'ambition à porter à gauche pour construire un rassemblement majoritaire populaire. La hauteur de l'ambition et des contenus est un élément de la victoire du rassemblement identifiant la visée communiste et permettant la cohérence de nos batailles. L'organisation décentralisée partout de forums participe de cette ambition à gauche. Nos propositions dans toutes les élections partielles doivent identifier cette démarche.

Meriem Derkaoui - Seine-St-Denis

On aurait tort de sous-estimer ce qui s'est exprimé le 29 mai. Le peuple de gauche ne veut plus du modèle libéral. La vie des gens, les dérèglementations qui engendrent la mort (crash d'avions, incendies de logements indignes et gestion de catastrophe aux USA). Le NON ouvre des perspectives de rupture avec les politiques de la droite. Nous devons prendre notre part de responsabilité à mener les batailles des salaires, de l'emploi et du pouvoir d'achat. Faire reculer l'idée de l'impuissance face au capitalisme. Faire signer la pétition pour le respect du verdict populaire et continuer la démarche de rassemblement des collectifs locaux qui ont contribué à la victoire du NON.

Michel Dubertrand - Gironde

Avec les manifestations du 16 juin,

les pétitions collectées en juillet et août, nous étions bien dans notre démarche: « Objectif de permettre à notre peuple de jouer son rôle irremplaçable. » Après le point qui sera fait dimanche sur la Fête, il nous faudra fixer un nouveau temps fort avec des initiatives coordonnées dans tout le pays et avec l'existence d'un nouveau projet de pétitions sur un thème très proche d'une autre construction européenne. Nous avons à réfléchir concernant la poursuite de notre pétition « PCF » et/ou notre implication sur cette pétition unitaire et construite à plusieurs forces européennes.

Jean-Marie Durand - Drôme

La situation économique, sociale et politique est la marque d'une politique de droite qui pousse partout les feux de la déréglementation. Elle met en cause les acquis sociaux et répond aux appétits des grandes fortunes. L'urgence est à la résistance et à la construction de l'alternative. Le Parti a un rôle essentiel à jouer. Il se doit d'être le catalyseur et le moteur des luttes, de l'action pour empêcher les mauvais coups mais aussi pour offrir des perspectives et semer l'espoir. L'initiative engagée de ce point de vue à Romans face à la casse de l'industrie de la chaussure participe de cette volonté d'être aux côtés de ceux qui souffrent et qui luttent. C'est sur cette base que doit se concevoir la construction de l'alternative politique.

Jean-François Gau - Paris

Je souhaite apporter des éléments de réponse à la question posée par Michel Dubertrand sur le rapport entre une éventuelle pétition européenne et celle que fait signer actuellement le PCF. L'idée d'une pétition énonçant les grands axes d'une transformation antilibérale de l'Union européenne a été lancée (d'ailleurs par le PCF) lors de la Conférence européenne des 24 et 25 juin à Paris. L'objectif d'un tel texte, présenté par les forces politiques, syndicales, associatives européennes est très ambitieux. Il n'est pas atteint. Ces forces doivent se rencontrer le 23 septembre à Istanbul. Chacune devra ensuite se déterminer. Le PCF également. Il est évident que si une telle initiative voit le jour et que nous décidons d'en être partie prenante, nous nous investirons pleinement.

Marie-George Buffet

Rappelez-vous, après le 21 avril, alors que les jeunes étaient descendus dans la rue contre Le Pen, On a estimé que c'était un mouvement formidable. Puis, quelque temps après, on s'est dit: « Où sont-ils? » Ils n'ont pas senti qu'il existait une offre leur permettant de poursuivre. Le 29 mai dernier, nous avons constaté une reprise en main du débat politique par beaucoup d'hommes et de femmes, avec des milliers de rencontres et un fort mouvement populaire, avec une sorte de vote de classe. Tout cela demeure vrai. Y compris notre rôle et ce qui a pu en être dit. Mais depuis le 29 mai, non seulement le vécu des gens ne s'améliore pas, mais ils ont le sentiment d'une profonde dégradation. Il y a les images



du monde, celles de La Nouvelle-Orléans. J'étais cette semaine à Romans, où la seule perspective présente dans le paysage est la reconversion. D'un seul coup, quelqu'un prend une initiative, en l'occurrence le Parti communiste. Et petit à petit, le discours s'est modifié dans la salle. Une ouvrière l'a interpellé: « Vous, les politiques, qu'est-ce que vous avez fait? Mais peut-être que vous, le Parti communiste, vous serez plus déterminés. » Ce débat a ouvert des possibles dans les têtes. Dès qu'on reprend le chemin du référendum, les choses bougent, même si la bataille est dure. C'est pour cela qu'on a besoin de prendre l'initiative. On a besoin de lancer le débat populaire pour déterminer quelles solutions et quel programme. La droite a tellement démolé qu'il va falloir mettre la barre très haut pour le projet de la gauche. Il faut également y poser la question: quel rapport de force pour faire bouger les choses? Un rassemblement populaire et une majorité politique, est-ce possible? Ils veulent savoir. La porte est ouverte pour que ce débat ait lieu et pour que se bâtisse une nouvelle dynamique. Parlons d'EDF, de sa défense avec les élus communistes. Parlons des salaires et du pouvoir d'achat. Parlons de l'emploi et de la politique industrielle. Parlons du logement! Définissons des contenus politiques pour l'urgence et pour le long terme. C'est une politique et des individus qui sont responsables de ce qui s'est passé à Paris notamment. Toutes ces questions doivent être au cœur des forums. Pour les organiser, parlons de manière simple! Téléphons-nous, avec ceux qui ont mené les récentes batailles politiques avec nous. Posons-leur la question: Est-ce qu'on repart? En six mois, on a fait bouger énormément de choses. Je ne sais pas où on en sera dans quelques mois et comment nous aborderons 2007, mais poursuivons la route. Le 22 octobre, organisons la riposte. Je n'imagine pas un rassemblement avec seulement des responsables politiques pour prendre la parole, mais aussi des gens qui luttent et qui interpellent. Si on ne va pas jusqu'au bout de notre démarche, la gauche va repartir comme après le 21 avril. Le seul moyen, c'est la dynamique populaire. Notre intervention est déterminante pour créer ça. Pour cela, nous avons besoin de travailler notre organisation. Je pense aux jeunes adhérents, nous devons soigner l'accueil que nous leur réservons. À la Fête de l'Humanité, nous allons mettre en avant la question de notre organisation à l'entreprise. Je crois qu'il faut que dans chaque fédération, on y consacre un temps de réflexion. On ne peut produire l'analyse du 29 qui est la nôtre et faire l'économie de cela. ■



Fabrice Nicolle

Discours de Marie-George Buffet à la Fête de l'Humanité

Faisons le monde ensemble, faisons la gauche ensemble!

Chers amis, chers camarades, Comme c'est bon de se retrouver ici, à la Fête de l'Humanité! Rappelez-vous, il y a trois ans, après l'arrivée de la droite, on s'était promis de ne pas se laisser faire et, depuis, nous nous retrouvons plus nombreux et plus forts!

Plus forts parce que « nous avons gagné le 29 mai »! Et nous avons gagné après une rude bataille, car nous étions « tous ensemble »! Unis contre l'Europe libérale! Unis pour affirmer qu'une autre Europe est possible! Et je voudrais saluer ici tous les artisans du NON, qui ont ouvert la porte de l'espoir; je sais qu'ils sont nombreux à s'être donné rendez-vous, ici, à la Fête de l'Humanité!

Ensemble, nous avons infligé un sérieux revers à la droite et à tous les tenants de l'ordre établi! Ensemble, nous avons refait de la politique la propriété du peuple! Oui, le 29 mai dernier, le peuple a pris la main! Vous avez pris la parole, gardez-la! Ne vous laissez pas voler votre victoire, gardez-la pour chasser la droite, gardez-la pour qu'enfin la politique change votre vie!

Face à la mondialisation capitaliste, gardez la parole!

Quel est ce monde où l'on meurt encore de la misère et de la famine? Quel est ce monde où les plus pauvres sont abandonnés au déchaînement des éléments? Comme moi,

chacune, chacun d'entre vous a en tête ces images de détresse humaine de La Nouvelle-Orléans. Ces cris de colère aussi, face à l'indifférence de Bush et des siens. Ils réclament des vivres, on leur envoie des fusils. Leur colère est aussi la nôtre! Chacun et chacune d'entre vous a aussi en tête ces avions qui s'écrasent à cause de la loi de l'argent! Là-bas, ici, les hommes et les femmes en ont assez d'être les laissés-pour-compte d'une logique où seul l'argent compte!

Oui, leur colère est la nôtre, car dans nos villes on meurt aussi. On meurt parce que le choix de donner un toit à chacun est laissé au bon vouloir des spéculateurs immobiliers. Comment accepter que des hommes, des femmes, des enfants vivent entassés dans des bâtiments délabrés. Comment accepter que des familles attendent des années un logement digne? J'accuse les responsables qui refusent de construire des logements sociaux là où il n'y en a pas! J'accuse la droite qui aggrave la précarité et la misère! Le droit au logement doit être une priorité dans notre pays. Il faut qu'un grand service public assure ce droit. Après l'émotion, nous ne lâcherons pas prise, c'est une grande bataille que nous allons mener. Chaque jour qui passe alimente notre colère et notre révolte. Révolte face à la faim qui frappe le Niger. Révolte face aux profiteurs du pétrole: 100 milliards de dollars volés aux peuples! Révolte face aux États-Unis qui veulent casser l'ONU et imposer leur impérialisme! Révolte face à la guerre d'occupation meurtrière en Irak.

En ce jour du 11 septembre, je voudrais dire combien il faut combattre le terrorisme et s'interroger avec force sur l'ordre du monde, source de tant de violences.

La mondialisation capitaliste malmène l'humanité. Elle exacerbe la concurrence entre les hommes et les femmes du monde entier. Elle détruit des vies et organise l'activité humaine selon un seul critère: le profit de quelques-uns! Est-ce que les hommes et les femmes intéressent les multinationales pour autre chose que pour leur porte-monnaie?

J'étais mercredi à Romans où l'on ferme les usines de fabrication de chaussures: dans tous les coins de France, on licencie - 1600 encore à Hewlett Packard! -, on délocalise pour satisfaire les actionnaires. On veut licencier les syndicalistes, comme à La Poste ou à Citroën-Aulnay.

Mais il y a du répondant. Voyez ces ouvriers polonais à Saint-Nazaire qui ont mis en échec l'Europe libérale! Voyez ces salariés de Nestlé qui tiennent en échec une multinationale. Ils donnent au Medef et à la droite une leçon de justice!

Oui, face à la droite qui vous tape dessus, comme eux, gardez la parole!

Cette droite qui ne respecte pas le mandat populaire! Nous n'allons pas la laisser faire! Des dizaines de milliers de pétitions ont été signées cet été et encore dans les allées de la

Fête. Elles disent: la signature de la France doit être retirée au bas du traité constitutionnel libéral! La directive Bolkestein doit être définitivement jetée au panier! Les directives de libéralisation doivent être immédiatement stoppées. Nous n'aurons de cesse que de le rappeler à ceux qui nous gouvernent. Ils avaient prévu de tenir le peuple à l'écart de la construction européenne. Ils ont échoué. En démocratie, c'est le peuple qui est souverain!

Alors la droite a peur. Elle s'est engagée dans une course de vitesse, pour démanteler à tout prix votre espoir. La droite et le Medef au pouvoir veulent détruire tout ce qui joue collectif. Pour eux, vous devez travailler plus et gagner moins! Et alors là, Monsieur Sarkozy vous le promet, vous serez récompensés!

Le Premier ministre vient d'écrire un nouveau poème qu'il a appelé « croissance sociale ». Quelle jolie formule! Moi, je vais être plus prosaïque, aujourd'hui, pour décrire ce qu'il y a dans ce poème! En réalité, le Premier ministre a découvert le nec plus ultra du libéralisme: il va prendre sur les impôts des salariés pour verser une prime aux plus bas salaires. Les grands patrons peuvent se frotter les mains. Quelle trouvaille! Et il y en a une deuxième: le contrat « licenciés à merci car tel est le bon plaisir du patron » qu'il appelle le Contrat nouvelle embauche. Il vient d'inventer le contrat qui n'existe pas!

Mais ce n'est pas tout! Elle a fière allure la croissance sociale! Le gouvernement allège



Marie-George Buffet, reçoit les personnalités de la vie politique, syndicale et associative

l'impôt des plus riches et réduit comme peau de chagrin l'impôt sur la fortune. Et il continue à nous taxer à la pompe! Il supprime les trains régionaux! Il veut donner EDF en cadeau de bienvenue à la nouvelle présidente du Medef après avoir bradé GDF. Eh bien! sachez que les élus communistes vont initier partout des comités de défense d'EDF-GDF. L'énergie est trop rare pour qu'on la laisse aux mains des profiteurs! L'énergie nous appartient! Elle appartient aux peuples et certainement pas aux compagnies pétrolières!

Notre pays compte 7 millions d'hommes et de femmes chômeurs, précaires. Et que fait le gouvernement? Il les accuse, les poursuit et baisse leurs allocations. On les mettra bientôt sous vidéosurveillance! Une proposition que pourrait lui souffler son ami Sarkozy!

Vous savez, Sarkozy, celui qui est venu ici même, à La Courneuve faire la leçon aux habitants. On est bien placé pour ça, quand on habite à Neuilly! Celui qui est venu faire des tours de passe-passe, en donnant à l'un l'emploi promis à l'autre! Celui qui se tait quand Le Pen lui propose son soutien à la présidentielle! Celui qui évacue les squats d'une main et vend les logements sociaux de l'autre! Celui qui annonce la fin du CDI et de l'impôt sur les grandes fortunes, celui qui organise les charters et les raffles!

Non, celui-là, le Ministre de tout et chef de l'UMP, nous n'en voulons pas. Un Bush, cela suffit!

Villepin et Sarkozy, c'est comme dans la BD, ils veulent tous les deux être président à la place du président, mais à part cela, c'est le même combat ultralibéral! Qu'on l'écrive en vers ou qu'on le fasse au karcher, le résultat est le même! Ils utilisent le pouvoir au service des intérêts d'une classe! La droite n'a rien d'autre en magasin que cette politique de liquidation!

Chers amis, chers camarades, Dans un élan napoléonien, le Premier ministre s'était donné cent jours pour convaincre. Croyez-vous qu'avec lucidité il tirerait les conclusions de son échec? Mais non! Avant même le terme de cent jours, peut-être qu'il a réalisé que ça tombait pendant notre Fête, il a annoncé qu'il repartait pour 20 mois! 20 mois, non! Et pour lui dire clairement, je vous propose de nous retrouver des milliers, le 22 octobre, dans un grand rassemblement national de riposte: « Tous ensemble »!

Tous ensemble pour faire entendre notre colère et nos exigences!

Votre colère, vous la portez dans les luttes! Mais souvent vous me dites: et vous « les politiques », qu'est-ce que vous faites? Vous tous, ici, vous n'attendez rien de la droite! Normal! Ces dernières années, toute la gauche a échoué. Alors, les politiques, ou

plutôt la politique, on en fait quoi? Et si vous vous en mêliez? C'est bien avec vous qu'on va faire bouger la gauche! Gardez la parole! Il faut désormais une gauche qui ait le courage de faire son bilan, de rompre avec les politiques libérales, une gauche qui ne se cache pas derrière le mot « réaliste » et qui se donne pour but de changer la vie. C'est ce que vous lui avez dit lors du référendum.

Vous en avez assez qu'on vous dise qu'il faut vous résigner, accepter le moindre mal! Ce que vous voulez, c'est vivre autrement. Moi, ce que je vous propose, ce n'est pas une énième alternance ou une opposition sans débouchés. C'est autre chose, c'est une dynamique, une union populaire, une majorité politique pour engager des transformations profondes. Ce que je vous propose, c'est une gauche qui est durable parce qu'elle est portée par un projet politique, parce qu'elle est le résultat d'un élan populaire qui fait face à la droite et aux multinationales, jusqu'aux affaires du pays. Une gauche qui vous donne le pouvoir!

Comme l'an passé, j'entends déjà des éditorialistes m'expliquer que je rêve encore! Je sais qu'il y a des hommes et des femmes qui doutent, avec le monde tel qu'il est, qu'on puisse y arriver. Et pourtant, regardez tout ce que vous avez fait bouger en quelques mois. Qui aurait pu croire que le NON l'emporterait?

Depuis le 29 mai, j'attendais ce moment pour vous dire: « Et si on se lançait un nouveau défi; nous qui voulons changer les choses, si on prenait en main les affaires du pays? » On peut y arriver, déployons la même énergie, soulevons le même enthousiasme populaire que lors de la grande bataille du référendum! Ouvrons la parole en grand, créons l'effervescence et on peut gagner. Mais pour cela, la politique ne doit pas se faire sans vous: faisons le monde ensemble, faisons la gauche ensemble.

Il serait fou, pour quelque force politique de gauche que ce soit, de vouloir bâtir un projet en vase clos, de demander aux autres formations d'y souscrire et de le présenter en bout de course à notre peuple comme étant ce qu'il lui faut. La gauche ne doit pas retomber dans ses vieilles ornières. Vous n'attendez pas d'elle qu'elle se congèle dans ses débats internes, dans ses certitudes. Vous attendez qu'elle se dépasse pour enfin répondre à vos aspirations.

Je ne me raconte pas d'histoires, je sais qu'à gauche on n'est pas tous d'accord. Je sais que le parti aujourd'hui dominant est tenté par le social-libéralisme. Et alors on se résigne à une gauche antilibérale cantonnée dans l'opposition, ou à une alternance molle, ou bien, après la belle victoire du 29 mai, on fait bouger les choses. J'ai la conviction que tous ensemble, tous ceux qui à gauche ne veulent pas du libéralisme, on peut emporter le morceau, élargir le rassemblement et construire avec vous une majorité apte à changer la vie.

Face à la mondialisation capitaliste, à

l'Europe libérale, avec la casse faite par la droite, la gauche ne doit plus jouer petit bras, elle doit proposer un projet à la hauteur. Et pour cela, il faut que la gauche accepte de le construire avec vous.

À quoi doit s'engager la gauche?

Que faut-il faire pour que la société retrouve ses valeurs, de liberté, d'égalité et de fraternité? L'urgence, d'abord: ouvrir de grandes négociations salariales, relever le SMIC, les salaires comme les prestations sociales! Mais aussi pousser les feux de la démocratie participative et donner du pouvoir aux salariés, dans les entreprises! Remettre en cause la casse de la Sécu et des retraites: refonder un système solidaire et performant! Revenir sur les privatisations et choisir l'offensive pour les services publics, en refaire un bien commun, les étendre et les démocratiser! Forger une sécurité d'emploi et de formation pour en finir avec le chômage et la précarité! Réformer la fiscalité pour aller chercher l'argent là où il est, contrecarrer les plans de la finance et développer les dépenses sociales! Faire émerger une école ambitieuse pour tous, et assurer l'autonomie des jeunes! Agir contre la marchandisation de culture! Engager une grande bataille pour les droits sociaux et démocratiques à l'échelle européenne et internationale! Effacer les lois inhumaines sur l'immigration pour inventer une politique solidaire, assurer le droit de vote des résidents étrangers! Faire appliquer l'égalité hommes-femmes avec détermination! Faire reculer toutes les discriminations! Oui, il faut que la gauche agisse pour un développement au service des êtres humains et de l'avenir de la planète. C'est le chemin d'une croissance de type nouveau. C'est de tout cela que nous voulons débattre avec vous, avec toutes les forces progressistes. C'est ce que devra faire la gauche, une fois au pouvoir.

Des élections se préparent déjà. La droite veut les gagner pour poursuivre et parachever ses ravages. A-t-elle gagné d'avance? Va-t-on vers une énième alternance? Sommes-nous toujours enfermés dans ce schéma ou y a-t-il autre chose de possible? Un vrai changement! Et bien, aujourd'hui, devant vous, comme l'an dernier au sujet du référendum, je voudrais prendre date: gagner, c'est possible! Je ne minimise pas les difficultés. Elles ne se résoudront pas si l'on en reste au face-à-face entre partis. Il y a urgence que le peuple envahisse le débat pour rendre incontournable à gauche les exigences d'une société de justice, de liberté et de fraternité face au libéralisme destructeur! Les hommes et les femmes de ce pays ont pris la parole, et il faut qu'ils la gardent! Avec vous, j'appelle toute la gauche à retrouver des chemins d'espoir, à retrouver le chemin du peuple, à retrouver les chemins de l'émancipation humaine! Ne nous trompons pas une nouvelle fois!

Les mois qui viennent seront déterminants

Dès le 4 octobre, les salariés seront dans l'action et dans l'union avec leurs organisations syndicales. Contribuons au succès de cette belle journée! Et puis, dès à présent, dans chaque commune, rencontrons-nous, comme nous l'avons fait avec les collectifs du NON, tenons des forums ouverts à toute la gauche, à toutes les forces sociales pour construire un programme de gouvernement populaire et citoyen. Je vous propose de vous retrouver dans la diversité de toute la France, le 26 novembre prochain, dans un grand forum national pour faire le point. On va se donner les moyens, ensemble, de garder la parole!

Résolument, les communistes veulent contribuer à un mouvement tellement fort qu'il sera capable, demain, de construire ce que nous avons rêvé. Nous sommes fiers d'être à gauche, et nous ne baisserons pas le pavillon de l'espoir! Notre peuple cherche une issue, il veut vivre mieux! Il ne veut pas être gouverné, il veut tenir le gouvernail lui-même!

C'est pour mieux se mettre au service de tout cela que le Parti communiste a besoin de toutes les énergies qui le souhaitent.

Chers amis, chers camarades,

Avec vous, je ne voudrais pas terminer sans une pensée pour la paix. La paix que tant s'acharnent à repousser de jour en jour. La paix que l'on voudrait percevoir au bout du chemin. Au Proche-Orient, elle ne verra le jour que par l'existence d'un Etat palestinien indépendant. La paix est possible entre les peuples d'Israël et de Palestine! On peut faire tomber les murs!

Tous ces espoirs que nous partageons passent les frontières, ils bâtissent l'avenir! Ce sont ces espoirs, ce sont nos combats, ce sont nos vies que le journal l'Humanité rend beaux et grands chaque jour. Je voudrais lui rendre cet hommage, et je sais combien son apport a compté dans les batailles de ces derniers mois pour beaucoup d'entre vous. Et avec Patrick Le Hyaric, son directeur, je voudrais vous dire: l'Humanité doit vivre, parce que c'est votre journal! Et cette Fête, la sienne, en porte témoignage!

Chers amis, chers camarades,

Chaque jour qui passe me fait ressentir plus fort la nécessité du combat communiste. Dans un monde marqué par les inégalités et les injustices, dans une société où le mot « souffrances » n'est pas de trop pour des hommes et des femmes en nombre, être communiste, c'est encourager tout ce qui grandit de valeurs humaines, c'est résister et construire un monde plus juste, plus démocratique, plus fraternel! C'est croire en la capacité de chaque homme et de chaque femme, en la capacité de notre peuple à prendre son destin en mains, à se libérer de la loi de l'argent qui opprime! Notre combat est essentiel!

Allons au bout de nos rêves et de nos attentes! ■

La lutte pour l'emploi au cœur du meeting de dimanche



Les secrétaires départementaux établissent leur feuille de route

Réunis à la veille du Conseil national du PCF, les secrétaires départementaux ont travaillé à la mise en cohérence des diverses initiatives programmées pour la prochaine période.

En cette rentrée post-référendaire, les communistes affichent indiscutablement une ambition. Celle de contribuer à la construction d'une alternative à gauche capable de changer effectivement la vie. Ainsi, après avoir œuvré - avec d'autres - à la victoire du NON, ils entendent aujourd'hui travailler au rassemblement de toute la gauche autour d'un projet et d'objectifs antilibéraux. Une ambition élevée mais qui, au dire de plusieurs intervenants, correspond aux exigences exprimées à l'occasion du référendum. Exigences qui, selon eux, perdurent aujourd'hui. Aussi, pour Jean-Louis Le Moing qui présentait le rapport introductif: pas question de tourner la page du référendum dont « les effets bénéfiques continuent de rythmer la vie politique du pays, créant un climat et une atmosphère ».

« La colère ne fait pas un projet »

De ce « climat » il en sera beaucoup question durant le débat qui suivra. Ainsi parle-t-on « d'une rentrée inédite » et de l'envie qu'ont les gens « d'en découdre », « de ne pas se laisser faire ». Et même si de l'eau a coulé sous les ponts depuis le 29 mai, entraînant parfois découragement et doutes sur l'efficacité de la politique, c'est surtout de colère et d'indignation dont parleront les dirigeants fédéraux. Colère devant la dégradation du pouvoir d'achat. Colère devant les drames de la misère et l'horreur qu'ils suscitent à Paris comme en Louisiane. Colère encore devant l'arrogance des Sarkozy/Villepin qui bafouant le suffrage universel rivalisent - certes avec des styles différents mais avec le même objectif - dans une course effrénée au libéralisme. Mais « parce que colère et rejet ne constituent pas un projet », il est décisif, selon le rapporteur, « que la politique trouve les moyens de se hisser à la hauteur de ses attentes ». Et cela d'autant plus que l'ambition d'un

grand rassemblement citoyen sur un contenu transformateur n'est pas sans embûches. Le débat en pointera quelques-unes et d'abord la nature même de l'élection présidentielle, mais aussi le fait qu'aujourd'hui la plupart des responsables des formations de gauche comme d'extrême gauche s'inscrivent dans des ambitions qui, de fait, tournent la page du référendum.

Des initiatives différentes au service d'un même objectif

D'où les initiatives décidées par la direction du PCF pour amplifier la riposte populaire - c'est le sens du rassemblement du 22 octobre, faire respecter le vote des Français, le PCF veut recueillir un million de signatures sur sa pétition nationale et engager un vaste débat avec les citoyens et les forces progressistes sur le contenu du changement avec des centaines de forums décentralisés au plus près des problèmes débouchant sur une rencontre nationale le 26 novembre. Trois types d'initiatives de nature différente mais qui, selon les mots de Michel Laurent, participent d'un seul et même objectif: « Construire une dynamique populaire capable de bousculer la gauche et déjouer le piège du face-à-face droite/droite dans lequel on voudrait enfermer les Français. »

L'organisation de notre ambition

Dans ce cadre, chacun a conscience de l'importance de la préparation du Congrès prévu au printemps prochain. Et s'il est de la responsabilité des seuls adhérents du PCF de trancher les choix stratégiques en débat, pas question pour autant de réfléchir en vase clos. Plusieurs responsables départementaux y insistent: « C'est en lien avec la vie, avec ce que nous allons faire, avec celles et ceux que

nous côtoieront dans cette construction citoyenne que nous devons réfléchir les orientations et les propositions du PCF. » Riposte tous azimuts, forums, apport du PCF dans une construction citoyenne... Avons-nous l'organisation communiste capable de mener à bien une telle démarche? interrogent alors plusieurs responsables communistes. Pour eux, œuvrer à la construction d'un rassemblement populaire tel qu'il est envisagé suppose à la fois plus de militants et une organisation

capable de donner force militante à leur engagement. Plusieurs insistent sur l'urgence du virage à prendre sur ces questions, car « si l'on peut se féliciter d'enregistrer plus d'adhésions cette année, celles-ci sont le plus souvent le résultat d'une démarche des intéressés qui viennent à nous et rarement le fait d'initiatives de notre part ». D'où la décision de faire de la Fête de l'Humanité un moment privilégié de la bataille de renforcement - l'objectif est de 3000 adhésions - et de poursuivre ensui-

te cet effort dans les départements, notamment en direction des salariés et des jeunes.

Un débat de plus de trois heures qui trouvera sans nul doute des prolongements lors des prochaines sessions du Conseil national programmées les 21 et 22 septembre puis le 14 octobre, puisqu'on entrera alors dans la phase de lancement du Congrès. ■

Patrice Falguier

Intervention de Roland Jacquet à la Fête de l'Humanité

Pour une nouvelle étape de la souscription: 800 000 euros

Dans ce lieu et à ce moment privilégié, la rencontre des militantes et des militants qui, dans leur diversité de contribution, vont apporter un peu, beaucoup d'eux-mêmes à cet événement politique culturel et festif qu'est la Fête de l'Humanité, nous relançons la souscription nationale du PCF, afin qu'il se donne les moyens financiers de son ambition, de son rôle, de son activité. Il nous faut collecter, d'ici à la fin de l'année, 800000 €. C'est au niveau de notre ambition politique, c'est nécessaire pour jouer pleinement notre rôle de parti utile et efficace aux ripostes à la politique du gouvernement Villepin/Sarkozy, aux constructions des alternatives et des rassemblements pour les mettre en œuvre, à la démarche citoyenne concourant à l'irruption populaire en politique et dans le Parti lui-même.

L'an passé, beaucoup d'entre vous s'en souviennent, nous étions dans une situation beaucoup plus grave, structurellement en gestion et financièrement en trésorerie. Le résultat de la souscription lancée à l'époque, nos mesures de réorientations budgétaires et de nouvelle organisation du travail du Conseil national ont permis d'obtenir des résultats. 2004 fut équilibré et il convient d'en féliciter les militant-e-s, les souscripteurs.

Cette année, la situation est différente. S'il convient de poursuivre les efforts de réorientation budgétaire et de rigueur - *CommunisteS* publiera les éléments détaillés -, il s'agit plus de financer le développement de notre activité, de nos initiatives.

L'objectif de 800000 € est ambitieux! En référence, la souscription « référendum » a permis de recueillir du Conseil national 385 000 €. Il convient de ne pas banaliser cette campagne politique, en impliquant toutes les directions, en s'adressant, bien sûr, aux souscripteurs habituels (25000 au plan national et beaucoup plus dans les 96 fédérations), et aussi à toutes celles et ceux avec qui nous avons construit la victoire du NON et à celles et ceux que nous voulons rassembler pour les ripostes et la construction de l'alternative politique.



Il y a un champ de novation de notre pratique politique financière; il y a à inventer en appui sur ce que nous savons faire.

Enfin, la réunion des trésoriers départementaux le 24 septembre va permettre de construire les objectifs de chaque fédération et l'animation de cette nouvelle étape de souscription conçue comme une véritable campagne politique. ■

NB : Une information: le décalage dans le temps du paiement des dépenses du référendum et la perception des 800000 € de l'argent de l'Etat nécessite une solidarité des fédérations par prêts et anticipation des cotisations, souscription, règlement de dettes au Conseil national pour faire face au paiement des initiatives et apport nécessaires à l'activité des fédérations en matériel et initiatives.

Communistes Supplément à l'Humanité

Équipe de rédaction
2, place du Colonel Fabien - 75019 Paris
Mél: communistes@pcf.fr
Télécopie: 01 40 40 12 46
DIRECTEUR: Jean-Louis Le Moing
Tél.: 01 40 40 11 67
RÉDACTION: Patrice Falguier
Tél.: 01 40 40 13 59
Élisabeth Ackermann Tél.: 01 40 40 11 06
RELECTURE: Jacqueline Lamothe
MAQUETTE: Z. Nakara, S. Patuerey
COMITÉ DE PILOTAGE:
Élisabeth Ackermann - Alain Bascoulergue
Marie-Pierre Boursier - Gérard Busque
Brigitte Dionnet - Patrice Falguier
Jean-Louis Le Moing - Denis Rondepierre

Sites Internet

PCF - documents, tracts, actualité:

www.pcf.fr

MJCF:

www.jeunes-communistes.org

Parti de la gauche européenne:

www.european-left.org

ANECR:

www.elunet.org

Je verse: €

Nom: Prénom:

Adresse:

Chèque à: Association Nationale de Financement du PCF - 2, place du Colonel Fabien - 75167 Paris CEDEX